

# Les nouvelles des NCS

Nouveaux  
Cahiers du  
socialisme

17

Septembre  
2015

## Université populaire 2015 Le lendemain de la veille et la veille du lendemain

L'université populaire à laquelle vous avez presque tous et toutes assisté a été un grand succès. Une fois n'est pas coutume, nous avons reçu un grand nombre d'échos, tous positifs en fait, notamment des intervenants-es. Dans le prochain numéro des NCS, vous verrez plusieurs textes produits par ceux-ci et faisant état de nos travaux. Sur le site Internet, plusieurs entrevues filmées permettront prochainement de laisser des traces de notre rencontre époustouflante et épuisante de trois jours et demi. De plus, une fois n'étant pas coutume, nous avons eu une couverture assez importante dans les médias traditionnels (Radio-Canada et Le Devoir) et non traditionnels, comme si les NCS étaient autre chose qu'un épiphénomène marginal. Soyons contents, mais il faut maintenant regarder vers l'avant et de ce côté, cela va assez bien. Notre tempête des idées annuelle a incubé plusieurs projets : des ateliers, des programmes de formation, des conférences, des publications, sans compter le nombre important de personnes qui ont demandé leur adhésion. (Il y aura à la prochaine assemblée une discussion sur le bilan.) Certes, on peut toujours faire mieux! Déjà, des propositions sont dans l'air (nous pourrions en discuter prochainement).

6<sup>e</sup> ÉDITION DE L'UNIVERSITÉ POPULAIRE DES NCS  
Présentée par le Collectif d'analyse politique (CAP),  
les Nouveaux Cahiers du socialisme (NCS) et la revue *Canadian Dimension* (CD)



**REPENSER  
l'émancipation**

Du 20 au 23 août 2015 à l'UQAM

[www.cahiersdusocialisme.org/](http://www.cahiersdusocialisme.org/)  
[canadiandimension.com](http://canadiandimension.com)

  CapNcs  @UPopulaire\_NCS 

## Prochaine assemblée du CAP/NCS

**Judi 1<sup>er</sup> octobre 2015**, à 19 h, à la FNEEQ-CSN (2100 de Maisonneuve Est, métro Papineau)

### Projet d'ordre du jour

La gauche face aux élections fédérales  
Bilan et suites de l'université populaire  
Plan de travail pour l'automne 2015/hiver 2016  
Fonctionnement  
Accueil des nouveaux membres

Un ordre du jour plus détaillé et des documents de référence vous seront envoyés une semaine avant l'assemblée.

## Mini-dossier

# La gauche face aux élections fédérales

Dans ce bulletin de septembre, nous inaugurons une nouvelle section portant sur les grands défis et débats qui nous confrontent. Toujours posée, la question des alternatives de gauche se retrouve devant un système politique atrophie et la menace que représente le projet néolibéral et néoconservateur articulé par Stephen Hopper. Que faire alors? (Il me semble que cette question a déjà été posée!). Vous trouverez ici six perspectives différentes dans ce débat, lesquelles seront discutées à la prochaine assemblée.

Pierre Beaudet

## En donner plus que le client en demande ?

Thomas Mulcair et le NPD sont bien installés en tête dans les intentions de vote. On peut cependant se demander si le présage du pouvoir, qui s'esquisse de plus en plus clairement, donne le dernier coup de barre pour que le NPD rompe définitivement avec ses prétentions de « gauche ». Au mois d'août, des déclarations formulées par Thomas Mulcair il y a près de quinze ans se sont invitées dans la campagne électorale fédérale. Ses adversaires se sont régalez de propos tenus par le chef néo-démocrate en 2001 à l'Assemblée nationale, alors qu'il vantait les mérites du thatchérisme. S'opposant aux politiques du gouvernement de Bernard Landry, Mulcair avait déclaré à l'époque qu'« [...] Un gouvernement ne devrait jamais avoir la prétention de pouvoir se substituer au marché privé, ça ne marche pas », ajoutant que « la meilleure manière pour un gouvernement de créer de l'emploi, c'est de ne pas [...] essayer de se substituer aux gens d'affaires. La meilleure manière pour un gouvernement de créer de la richesse, c'est de laisser éclore le marché privé et de s'ôter du dos des hommes et des femmes d'affaires. »

Venant d'un chef de parti qui fait campagne sur l'instauration d'un salaire minimum fédéral à 15\$ de l'heure, et qui fait la promotion de différents programmes sociaux, voilà qui fait sourciller. Il va sans dire que les adversaires des néo-démocrates se sont saisis de ces déclarations pour décrédibiliser Thomas Mulcair et remettre en question ses prétentions sociales-démocrates.

Alors qu'on fait planer sur lui diverses suspicions, Thomas Mulcair, qui se maintient tête des sondages, se trouve dans une posture curieuse et révélatrice. À sa gauche, on lui reproche de tenir la ligne progressiste de façon opportuniste. Simultanément, à sa droite, on fait peser sur lui et sur l'ensemble de son parti les préjugés qu'on affuble généralement aux partis dits de gauche : impossible de se fier à eux pour présenter un cadre budgétaire « efficace » ! Comment espérer qu'un gouvernement qui mise sur le financement de programmes sociaux puisse tirer l'économie canadienne de son marasme ? Bref, le tissu de lieux communs habituels, dont la droite se sert comme

épouvantail pour attirer les électeurs près de son pôle. Rien de nouveau sous le soleil. Cela dit, Thomas Mulcair semble plus déterminé à combattre les railleries en provenance de sa droite qu'il ne se soucie des inquiétudes (légitimes !) exprimées à sa gauche ; au sein de la base même du NPD et par des sympathisants potentiels. La ligne de son parti sur l'équilibre budgétaire est probante à cet égard. On peut investir dans l'économie publique tout en proposant un budget équilibré : c'est ce que s'empresse de débiter le chef néo-démocrate dès qu'on l'amène sur le terrain économique. Depuis le début de la campagne électorale, il s'engage à présenter des budgets équilibrés dès sa première année au pouvoir, et ce quoi qu'il arrive. Pour un parti progressiste, ce « coûte que coûte » est étonnant. Thomas Mulcair semble croire que brandir l'équilibre budgétaire comme un objectif politique à part entière lui permettra de séduire l'électorat du centre. Mais ainsi, il en donne sans doute « plus que le client en demande ». À preuve, même les libéraux reconnaissent qu'il ne sert à rien de faire une obsession de l'équilibre budgétaire, même pas pour la belle jambe. Justin Trudeau a en effet promis que s'il était élu, son gouvernement encaisserait trois années de déficit (de moins de 10 milliards de dollars chacune) pour financer certains projets d'envergure, notamment dans la réfection d'infrastructure et dans les programmes d'aide aux familles et le développement de « technologies vertes ». Pourquoi cet entêtement curieux à promettre l'équilibre du côté néo-démocrate ? Tout bon social-démocrate, même prudent, sait pourtant qu'un budget équilibré n'est garant ni d'une économie dynamique, ni de la création de richesses et encore moins de sa redistribution. La prétention contraire est une lubie de la droite. En se cramponnant malgré tout à l'objectif de l'équilibre budgétaire, Thomas Mulcair serait-il en train de révéler qu'il n'a pas fait tout à fait abandonné ses convictions politiques passées ? La question se pose sérieusement.

Aurélié Lanctôt

## Relancer le combat indépendantiste

Le contexte actuel incite plusieurs progressistes québécois à vouloir congédier à tout prix le gouvernement Harper en appuyant le NPD et en mettant ainsi de côté la lutte pour l'indépendance. Ce réflexe risque toutefois d'apporter plus de mal que de bien. L'attitude négative qui consiste à «voter contre» n'aura jamais la force émancipatrice du geste positif visant à faire progresser une idée ou un rapport de force. Or, l'élection de députés du NPD au Québec ne comporte aucun signe de rupture manifeste, tant sur le plan social que national. Recyclé en version canadienne du New Labour, ce parti refuse les solutions keynésiennes, s'en tenant grosso modo au statu quo quant au rôle de l'État dans l'économie et du point de vue de la redistribution de la richesse. Il est d'ailleurs significatif que le Parti libéral soit en train de le doubler sur sa gauche en promettant d'augmenter les impôts des plus riches et en proposant un programme de relance reportant l'équilibre budgétaire à 2019.

En ce qui concerne le Bloc, on peut notamment lui reprocher son discours libre-échangiste, ce parti rassemblant différentes classes. Mais le Bloc canalise également des revendications démocratiques que la gauche ne saurait renier. Au premier chef, l'indépendance du Québec se traduirait par la mise à mort de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, structure étatique sur laquelle s'appuient les classes dominantes au Canada. Elle seule pourrait entraîner une redéfinition des institutions politiques au Québec et dans le nouveau Canada qui résulterait de la sécession. Et c'est bien ce qui fait peur aux forces dominantes. L'indépendance du Québec suscite chez elles des craintes bien supérieures à celles d'un éventuel gouvernement NPD incapable de renoncer à l'exploitation des sables bitumineux et à

leur acheminement vers l'Est. Soutenir qu'il est possible de mener le combat indépendantiste tout en appuyant le NPD constitue, à mon avis, un pari dangereux qui relève d'une mauvaise évaluation du contexte. Plusieurs indices laissent penser que nous entrons dans une nouvelle offensive du mouvement indépendantiste : le OUI est revenu à des niveaux comparables à ceux de septembre 1995; le chef du PQ, s'il faut l'en croire, fait de l'indépendance son objectif principal; les OUI-Québec rassemblent des indépendantistes de tous les partis et font la promotion de l'idée d'assemblée constituante; la CAQ elle-même se sent désormais obligée de rejeter le statu quo constitutionnel. La disparition du Bloc aurait pour effet de décourager les forces vives du mouvement indépendantiste et d'alimenter l'offensive fédéraliste menée à fond de train par le gouvernement Couillard. Elle contribuerait à perpétuer le blocage dans lequel nous nous trouvons depuis vingt ans. Pouvons-nous réellement nous priver d'une représentation indépendantiste à Ottawa, avec tout son potentiel subversif? En 1980, la défaite a été cuisante. Mais en 1995, les indépendantistes occupaient tout le terrain, jusqu'à la Chambre des communes. Hâter la crise des structures politiques canadiennes et ainsi la possibilité de changements sociaux fondamentaux implique une relance du combat indépendantiste et non sa mise entre parenthèses pour un mandat de quatre ans. C'est pourquoi mon appui va au Bloc québécois.

Michel Roche

## Authentique ou stratégique?

Posé de cette façon --suivre son cœur ou suivre Machiavel ?-- le choix paraît facile, le premier étant de surcroît plus proche des valeurs de la gauche, de l'engagement et du respect des principes. En réalité, le choix est beaucoup plus compliqué. Pas seulement parce qu'il y a urgence à renvoyer « Harperman », mais parce qu'on peut se demander ce qu'il y a d'authentique à voter pour un parti dont l'utilité à Ottawa est à prendre avec des pincettes et dont les motivations revanchardes ouvrent la porte à la politique du pire. Au moment où l'on se parle, le Bloc Québécois n'a jamais été, certes, plus bruyamment indépendantiste, mais plus enclin, également, à oublier ses racines de gauche. D'abord, détourner un slogan sexiste (« Qui prend mari, prend pays ») en « Qui prend pays, prend parti », un des slogans de campagne du Bloc, n'est pas la trouvaille du siècle, nonobstant les applaudissements enthousiastes de Lise Payette. C'est nous confronter à la même morale patriarcale, nous faire croire qu'un bon Québécois (à l'instar d'une « bonne » femme) doit par obligation faire ce qu'on lui dicte. Surtout, c'est soumettre tous les enjeux de cette campagne électorale --et ils sont nombreux, allant de l'environnement à la démocratie comme telle-- à la seule hypothèse, toujours lointaine, de l'indépendance du Québec. Hypothèse qui ne se règlera pas, faut-il le rappeler, à Ottawa mais à Québec.

Ce qu'il y a de plus décourageant dans le débat actuel, c'est cette propension à dresser des murs autour du Québec, ce penchant au repli sur soi. Selon les « authentiques », ce sont les Canadiens qui ont mis Harper en selle, ce serait donc à eux de le détrôner. Arrangez-vous avec vos troubles. En plus de passer l'éponge sur les penchants conservateurs de la région de Québec (comme Jacques Parizeau, le soir du référendum...), c'est oublier que la division du vote, plus forte aujourd'hui que jamais, pourrait donner la palme aux conservateurs. Il n'en faudrait pas nécessairement beaucoup, cinq ou six sièges dérochés en dernière instance par le PCC, pour se retrouver devant un nouveau gouvernement de droite. Et la région de Québec pourrait très bien être l'endroit où les conservateurs marquent ces victoires à l'arrachée.

### Comment un mouvement dit de gauche peut-il se réconcilier avec une telle catastrophe ?

Les perspectives d'une telle réélection sont proprement alarmantes. S'il n'y avait que la question de l'environnement, il serait déjà urgent de faire obstruction à la réélection de conservateurs. Mais à celle-là, il faut ajouter la culture, la science, la question des autochtones et celle des femmes, pour ne rien dire de la crise des réfugiés et de la détérioration des grandes institutions démocratiques comme telles. Il faut de toute urgence voter pour le candidat le plus susceptible de battre les conservateurs. Or, aucun candidat du Bloc, incluant le chef, Gilles Duceppe, n'offre une telle garantie. De quoi, en fait, débattons-nous ? La situation frise l'absurde et n'est pas sans rappeler la position des marxistes-léninistes lors du référendum de 1980. La situation qui commandait l'attention à ce moment n'était pas la lutte des classes, qui faisait rêver les m-l., mais bien l'avenir politique du Québec. Pourtant, bon nombre de militants d'extrême-gauche, dont Gilles Duceppe, ont annulé leur vote plutôt que se prêter à cet exercice « petit-bourgeois ». À prendre leurs rêves pour la réalité, ils sont complètement passés à côté de ce rendez-vous avec l'histoire. Serait-ce donc un travers indélogeable de la gauche que de prendre des vessies pour des lanternes?

Francine Pelletier

## Éviter le pire et lutter pour la transformation

Devant le gouvernement le plus réactionnaire du Canada depuis les années 1930 se trouvent deux partis néolibéraux, le PLC et le NPD qui sont les deux seuls à pouvoir l'emporter contre Harper. Le PLC, depuis longtemps le « parti de gouvernement » du capitalisme canadien, espère déborder le NPD sur sa gauche, promettant des investissements dans les infrastructures, quitte à faire augmenter le déficit. Mulcair est pour sa part préoccupé de démontrer à la classe dirigeante qu'il préside un autre parti que celui historiquement associé aux syndicats canadiens-anglais. Son « budget équilibré » est un mot de code indiquant qu'il ne s'engagera pas dans de vastes réformes sociales à part (peut-être) quelques initiatives modestes (comme le programme fédéral des garderies). Parallèlement, le NPD promet d'abolir certaines lois liberticides (C-51), que les Libéraux ont défendues en

appuyant Harper. Les deux partis se rejoignent pour défendre le modèle extractiviste promu par le capitalisme canadien.

Du point de vue de la gauche écosocialiste, il faut d'une part vaincre Harper, d'autre part. Il faut constater d'autre part qu'aucun des deux partis ne représente une option réellement progressiste. Néanmoins, je favorise un vote pour le NPD, tant au Québec qu'au Canada. Un gouvernement NPD aurait comme effet de déstabiliser quelque peu l'ordre dominant et d'ouvrir des espaces pour les mouvements populaires et de stimuler éventuellement le processus visant à construire une force politique de gauche pancanadienne. Dans ce contexte, le Bloc Québécois me semble une voie sans issue, car il ne peut vaincre Harper. D'autre part, la bataille pour l'indépendance sera gagnée à Québec et non à Ottawa.

Par ailleurs, il ne s'agit nullement d'envoyer la question nationale aux oubliettes. En réalité, l'avancée d'un mouvement indépendantiste québécois est un préalable pour faire lever le programme anticapitaliste au Québec. Au Canada, l'indépendance du Québec est fondamentale pour imposer une réelle reconfiguration de l'État, que cela soit avec un Québec carrément indépendant, ou dans le cadre d'une fédération tout à fait nouvelle, démocratique et plurinationale, impliquant le Québec et les Premières Nations. La force et la continuité de la revendication indépendantiste ont déjà forcé le NPD à reconnaître formellement le droit à l'autodétermination (la déclaration dite de Sherbrooke). Un projet de loi déposé par le NPD en 2013 proposait que le Parlement reconnaisse ce droit en acceptant la règle du 50 % + 1 en cas d'un référendum (le projet n'a évidemment pas été adopté). Ce virage du NPD le distingue du PLC commis à maintenir la structure de l'État capitaliste canadien. Si jamais le NPD accède au gouvernement le mois prochain, il faudra s'assurer qu'il respecte son engagement.

Richard Fidler

## **La gauche doit travailler à une initiative pancanadienne**

La gauche peut faire face à trois choses lors des élections fédérales : clarifier la nature et le rôle des partis politiques en présence, identifier ce qui peut faire avancer la conscience politique dans la lutte contre l'austérité et construire des ponts entre les progressistes du Québec et ceux du reste du Canada.

La majorité de la population du Québec cherche avec raison à se débarrasser de Harper. À cette question importante, Duceppe place libéraux et néo-démocrates sur un même pied et les invite à régler la question dans le reste du Canada alors que lui s'occupera des intérêts du Québec. Ce type de discours sert aussi de porte-voix aux politiques du PQ, obnubile la conscience de classe et empêche de livrer une véritable bataille contre les politiques d'austérité. Rappelons que le ministre des Finances du PQ, Nicolas Marceau allait exactement dans le même sens que le dernier budget Leitao du PLQ, avec comme objectif l'atteinte du déficit zéro avant 2013-2014. L'accès à la souveraineté représente un changement de rapport de force de la classe ouvrière par rapport à l'État canadien.

L'indépendance du Québec ne pourra se réaliser que dans un projet de société émancipateur et inclusif où la population sentira qu'elle est appelée à prendre le contrôle de sa destinée, de ses ressources naturelles, de son environnement. Par ailleurs, il est dans l'intérêt du mouvement social canadien de nous soutenir parce que cela changera son rapport de force face à l'État canadien. En retour, leur appui sera aussi un élément important pour nous contre la réaction canadienne. L'exemple de la Grèce nous indique qu'un pays ne peut compter seulement sur ses seules forces, surtout devant la centralisation du pouvoir des banques et des multinationales. À ce chapitre, le Bloc québécois dresse un mur entre les forces sociales du Québec et celles du Canada, ce qui empêche d'établir les rapports d'appui et de compréhension mutuels dont nous avons besoin. Le NPD est quant à lui un parti social-démocrate issu du mouvement syndical canadien, avec toutes les déformations que cela représente, mais c'est en ce moment le seul outil n'appartenant pas aux secteurs de la grande bourgeoisie et pouvant apporter un changement. La gauche doit s'en servir pour aller plus loin et travailler à construire une véritable alternative politique progressiste pancanadienne qui soutiendra la souveraineté du Québec.

André Frappier

## • Le laboratoire espagnol

Lors de l'université populaire, notre ami Jorge Lago, un dirigeant de PODEMOS, nous a livré un vibrant témoignage sur ce nouveau parti-mouvement qui, dans le sillon d'un immense mouvement populaire (les indignados), secoue la cage en Espagne, où des élections générales auront lieu en novembre prochain. Les deux vieux partis, le Parti populaire (droite) et le Parti socialiste (centre) sont épuisés, à un point tel que lors des élections municipales en juin, PODEMOS a remporté de spectaculaires victoires à Madrid, Barcelone, Valence et plusieurs autres villes. La bataille est pour autant loin d'être terminée. Les élites espagnoles, le monstrueux appareil européen, les droites toutes confondues font tout pour bloquer PODEMOS comme ils l'ont fait contre Syriza. C'est de cela que Jorge nous a entretenus.

### **Après le recul grec face aux pouvoirs financiers, la gauche est-elle ralentie?**

Les derniers sondages sont à la baisse pour PODEMOS, autour de 16 %, ce qui nous donne la 3<sup>e</sup> place derrière la droite et le centre. Il y a donc un « effet grec ». Le discours de droite, qui dit essentiellement que la population n'a qu'à se serrer la ceinture, est raffermi. Pour Syriza, c'est très dur. Pour notre part, nous continuons d'explorer le champ des possibilités. L'Espagne est moins coincée, il y a une crise du régime (ce qui explique notre montée), mais non une crise structurelle (comme en Grèce). Les pouvoirs financiers peuvent se passer de la Grèce, mais non de l'Espagne. Une fois dit cela, on sait à quoi s'attendre : ce sera très dur ! La marge de manœuvre sera étroite.

### **PODEMOS, c'est l'idée de vaincre...**

La politique, c'est l'art du possible et dans le cadre d'une lutte prolongée. L'expérience de PODEMOS est basée sur une volonté des mouvements populaires de sortir de la marginalité « confortable » où se situait auparavant la gauche de la gauche, avec ses 5-8 % du vote, confinée dans un rôle symbolique utilisé par les pouvoirs.

### **PODEMOS au pouvoir pourrait-il devenir un gestionnaire de l'État capitaliste?**

Une partie de moi dit « non, nous serons différents » ; une autre partie dit « oui, les contraintes seront trop fortes », mais il y a des éléments qui nous sont favorables. Le mouvement populaire n'a pas été anéanti. Une « majorité sociale » dit carrément non à la fausse démocratie basée sur les deux grands partis tout aussi corrompus l'un que l'autre. Cette majorité est encore en train d'émerger, mais elle est déjà une actrice politique incontournable. Le succès du mouvement des indignés a été de donner un sens à la révolte, de politiser la souffrance, de créer une nouvelle subjectivité populaire. Cela ne disparaîtra pas, que PODEMOS soit au pouvoir d'État ou non. De l'autre côté, l'État espagnol reste fort. Il n'y a pas de « pouvoir parallèle » qui gère des écoles ou des hôpitaux (comme en Grèce).

### **PODEMOS se distingue par son nouveau langage, son nouveau vocabulaire...**

Dans nos débats, certains termes sont presque disparus : socialisme, communisme, anarchisme, etc. Dans l'imaginaire actuel, le mot-clé est démocratie, une démocratie qui doit nécessairement être sociale et économique, à 1 000 lieues du système corrompu actuel. On dit que le problème, c'est la « caste » du pouvoir. On dit aussi qu'« il n'y a pas de souveraineté », dans la mesure où les décisions ne sont pas prises en Espagne, mais à la Commission européenne. La pratique des Indignés, c'est d'agir en démocratie, pas de la demander. Tout cela exige de nous une nouvelle manière de parler où il faut arrêter de se parler à nous-mêmes dans le (relatif) « confort » d'avoir raison et de rester ultra-minoritaire. Pour parler avec les gens, on part de leur souffrance, une souffrance qui est politique et politisée.

### **Pour autant, le pouvoir a ses « raisons ».**

Prendre le pouvoir d'État est important, mais ce n'est pas suffisant. L'État est autre chose que le pouvoir exécutif. Et donc, il n'y a pas de substitut au mouvement populaire, seul en mesure de contester, à long terme, ce complexe dispositif et de conquérir les « tranchées » une par une, comme le disait Gramsci. Cependant, il faut aussi observer que, en dépit de l'accumulation des luttes, le mouvement populaire n'est pas en mesure de faire basculer cet espace politique qui s'appelle l'État. C'est là que PODEMOS entre en jeu, avec une autre « grammaire » qui cherche le point d'intersection entre la majorité sociale et le mouvement. Cela passe, en bonne partie, par le territoire des médias. Nous avons réussi cela, en partie à cause de l'extraordinaire performance de *Pablo Iglesias*, le secrétaire-général de notre parti. On l'a vu dans le passé, ce, rôle de chef charismatique est parfois problématique. Dans notre cas et en fonction de la situation espagnole, il nous semble possible de « réconcilier » le parti-mouvement avec le mouvement sans tomber dans les vieux pièges.